

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 24 JANVIER 2023

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 DÉCEMBRE 2022			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 18 janvier 2023

L'an deux mille vingt-trois le vingt-quatre janvier à 18 heures et 33 minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN, Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Valérie FERRET, M. Alain MARC-GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Christine BÉNET, M. Rémi PÉNAVAIRE à Mme Béatrice ARNAUD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD

Date de la publication : 25 janvier 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : BÉRENGÈRE LÉCÉA

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

L'an deux mille vingt-deux le deux décembre à 20 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sabrina FITO, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain MARC-GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARREAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Etaient absents :

Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVES, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Freddy NOLOT

Avaient donné mandat :

Mme Christine BÉNET à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES à M. William COMBES, M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Martine JAFFUS à M. Gérard FORCADA, Mme Sophie BIRKENER à Mme Sylvie FUMET, M. Didier JULIAN à M. Jean-Paul PUJOL, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD

Date de la publication : 9 décembre 2022

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : VALÉRIE FERRET

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Ordre du jour

Fonctionnement des institutions communales

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 20 octobre 2022
2. Liste des décisions prises par le Maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

Gestion du domaine foncier communal

3. Cession de biens immobiliers communaux à des particuliers. AN 260, AN 261 et AN 313 – Annexe
4. Cession d'un bien immobilier communal à des particuliers. AE 718 – Annexe
5. Cession de biens immobiliers communaux. AH 34

Administration générale

6. Baptême de l'aérodrome de Lézignan-Corbières (LFMZ) du nom de « Pierre-Georges Latécoère »

Finances et Ressources humaines

7. Modernisation de la piscine municipale. Vestiaires et accessibilité
8. Aménagement du Cours de la République
9. Demande de subventions pour la restructuration du restaurant scolaire
10. Fixation des tarifs 2023 pour l'occupation du domaine public – Terrasses
11. Admission de créances en non-valeur et créances éteintes – Annexes
12. Subventions annuelles aux associations 2022 n° 4
13. Subvention complémentaire Association Prom'Aude 2022
14. Modification de la rémunération pour les agents communaux sous contrat de droit privé
15. Convention d'adhésion à la mission de Médiation Préalable Obligatoire proposée par le Centre de Gestion de l'Aude – Annexe
16. Créations d'emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier et à un accroissement temporaire d'activité – Exercice 2023
17. Actualisation du tableau des effectifs
18. Modalités de recrutement des agents recenseurs – Exercice 2023
19. Approbation du Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées 2022 - Annexes
20. Fixation libre de l'Attribution de Compensation pour 2022 – Annexes
21. Décision modificative n° 2 – Budget principal
22. Décision modificative n° 4 – Budget annexe Eau potable
23. Tarifs de refacturation des frais d'instruction des permis de construire

Education, animation et jeunesse

24. Convention relative à la prestation de service « accueil de loisirs sans hébergement » entre la MSA et la commune de Lézignan-Corbières – Annexe
25. Recrutement d'enseignants pour les études surveillées et les garderies des écoles publiques

Développement économique et emploi - Économie et commerce de proximité

26. Projet de convention cadre « Petites villes de demain » – Annexes
27. Dates d'ouverture dominicale des commerces locaux pour l'année 2023

28. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

Prévention et sécurité publique

29. Convention triennale relative au recrutement, au financement et aux missions d'intervenants sociaux police-gendarmerie dans le département de l'Aude 2022-2024
– Annexe

Autres thèmes

30. Motion de la commune de Lézignan-Corbières relative aux capacités financières des collectivités territoriales
31. Questions diverses

Monsieur Le Maire ouvre la séance à 20 heures.

M. FORCADA : Bonsoir. Nous allons ouvrir ce Conseil municipal. La Secrétaire de séance, qui m'a fait part de son intérêt à le devenir ce soir, c'est Valérie FERRET. Nous allons procéder à l'appel.

Il est procédé à l'appel des présents.

M. FORCADA : Merci, le *quorum* est atteint. Nous pouvons commencer ce Conseil municipal.

Fonctionnement des institutions communales

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 20 octobre 2022

M. FORCADA : Y-a-t-il des remarques ? Oui ?

Mme COURRIÈRE-CALMON : Bonsoir. L'opposition municipale avait demandé que soit créée une commission concernant le budget et les finances, pour que nous puissions mieux appréhender l'avenir et savoir quels seront les investissements qui seront possibles et ce genre de choses. Où est-ce que vous en êtes ?

M. FORCADA : On en est à la réflexion pour la réalisation. Voilà, donc, d'ici la fin de l'année, on passera à l'acte.

Mme COURRIÈRE-CALMON : D'ici la fin de cette année ?

M. FORCADA : En 2023, vous aurez des nouvelles plus en détails.

Mme COURRIÈRE-CALMON : On pense que c'est urgent d'avoir des éclaircissements. Merci.

M. FORCADA : Vous les aurez. D'autres remarques ?

[Pas de remarque]

Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

2 – Liste des décisions prises par le Maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

M. FORCADA : Je vous fais part des décisions que j'ai prises, il y en a une quinzaine. Vous avez des remarques particulières sur ces points-là ?

[Pas de remarque]

Donc, acte. Je vous remercie.

Le Conseil municipal prend acte sans observation.

Gestion du domaine foncier communal

3 - Cession de biens immobiliers communaux à des particuliers. AN 260, AN 261 et AN 313 – Annexe

M. FORCADA : Cela concerne les biens qui sont situés au 16-18 rue Jules Ferry à Lézignan, qui vont faire l'objet d'une cession si vous validez bien sûr l'ensemble, pour un montant de 35 000 euros. Je peux vous rappeler que cette acquisition, faite en 2001, a été faite pour un montant de 30 474 euros, et nous le vendons aujourd'hui 35 000 euros, dans un état qui est déplorable puisqu'on a des problèmes au niveau de la toiture et des fuites un peu partout. On est bien contents de céder ce bien un peu plus cher que ce qu'il a été acquis. Le preneur en fait son affaire. Avez-vous des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

4 - Cession d'un bien immobilier communal à des particuliers. AE 718 – Annexe

M. FORCADA : C'est une régularisation d'une opération qui date de 1996. Cela revient aujourd'hui puisque les choses apparemment n'ont pas été faites en totalité. C'est tout simplement cette régularisation que je vous demande d'approuver pour que ça puisse être enfin régularisé. Avez-vous des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

5 - Cession de biens communaux. AH 34

M. FORCADA : Vous connaissez certainement bien sûr, puisqu'il s'agit de l'ancien ASFODEL et encore anciennement gendarmerie. Je vous rassure, pour ceux qui pouvaient être inquiets, que les locaux qui vous sont destinés, puisqu'ils seront cédés, nous nous chargerons de vous reloger sans difficulté. Donc, quand tout sera réglé, vous aurez une nouvelle adresse officielle pour pouvoir, si vous le souhaitez bien sûr, utiliser des locaux pour vous réunir. Vous avez vu que cette opération se fait pour deux acquisitions. Une première qui se fait pour la MLOA, qui a souhaité occuper à titre privé un bien, puisqu'aujourd'hui, ils sont locataires. Nous avions prévu initialement, conjointement avec eux, d'avoir une possibilité d'avoir une opération foncière sur un terrain avec d'autres associations. Cela n'a pas abouti. La MLOA souhaitait faire cavalier seul, et c'est très bien comme ça aussi puisqu'il se porte acquéreur d'une partie du bien de l'ancien ASFODEL, et l'autre partie devrait être cédée à un laboratoire d'analyses qui, j'espère, en s'installant là pourra mailler le territoire pour faire un pendant à celui qui existait déjà sur le côté de la zone commerciale.

Ces deux opérations nous permettent de céder 150 000 euros pour l'un, 200 000 euros pour l'autre, l'ensemble des biens. Je vous laisse à votre appréciation, si vous avez des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

Administration générale

6 - Baptême de l'aérodrome de Lézignan-Corbières (LFMZ) du nom de « Pierre-Georges Latécoère »

M. FORCADA : Nous vous proposons de baptiser l'aérodrome, sans nom pour l'instant, Pierre-Georges Latécoère, du nom bien sûr d'un fou de l'aviation qui a utilisé cet aérodrome en partant de Montaudran de façon historique – vous connaissez certainement l'histoire. Et nous avons bien sûr obtenu l'accord de la descendance, qui nous permet et qui va nous permettre, si vous êtes d'accord, de le baptiser Pierre-Georges Latécoère. Je livre votre questionnement si nécessaire. Pas de question ?

[Pas de question]

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

Finances et Ressources humaines

7 - Modernisation de la piscine municipale. Vestiaires et accessibilité

M. PUJOL : Je vous fais grâce de l'histoire, vous la connaissez tous. Afin de terminer la remise à niveau et la modernisation de la piscine, il est envisagé de procéder à une rénovation, plutôt à une restructuration totale du bâtiment qui sert de vestiaire, de caisse et de local technique. Outre l'agrandissement et la modification de la distribution des locaux, il est prévu entre autre la mise en accessibilité de l'équipement aux personnes à mobilité réduite et aux services de secours, la mise en place de casiers modernes. Cette opération constitue également l'occasion de créer un logement de 90 m² pour le gardien de la piscine.

Il est précisé que, hormis quelques prestations sommaires d'entretien (peinture, mise aux normes électriques) les vestiaires n'ont fait l'objet d'aucune transformation depuis leur création. L'estimation à ce jour du coût de l'opération est évaluée à 532 500 euros hors taxes ; qui sera affinée bien sûr à l'issue de la procédure de consultation des entreprises.

La commune souhaite solliciter la participation financière du Département, de la Région et de l'Etat, comme vous avez pu le lire sur le plan de financement prévisionnel qui vous est proposé. La totalité de la dépense s'élève à 532 500 euros, 454 500 euros pour les travaux, 38 000 euros pour le mobilier et 40 000 euros pour les honoraires.

Il est demandé, en termes de participation aux subventions, à l'Etat 30 %, soit 159 750 euros, à la Région 10 %, soit 53 250 euros, au Département 15 %, soit 79 285 euros. La commune aura un reste à charge de 239 625 euros.

Il vous est demandé d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter toutes les subventions possibles et à signer toutes les pièces liées à cette opération, et de donner à Monsieur le Maire tous les pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délibération.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Approuvée à la majorité de 22 voix pour et 10 abstentions (de M. Freddy Nolot, M. Rémi Pénavaire, M. Thierry Denard, Mme Françoise Barousse, Mme Sophie Courrière-Calmon, Mme Béatrice Arnaud, Mme Marie-Claude Martinez du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan », et de M. Bernard Fumet, Mme Sylvie Fumet et Mme Sophie Birkener du groupe « Lézignanais de cœur »).

8 - Aménagement du Cours de la République

M. PUJOL : Le cours de la République est un lieu de vie majeur pour le cœur de la ville de Lézignan-Corbières, lieu d'activité commerciale et d'échanges. A ce jour, l'aménagement de l'espace est organisé autour de la circulation automobile. L'objet du réaménagement est de transformer l'espace pour en faire une véritable place sur laquelle les automobiles seront toujours autorisées à circuler. Par ailleurs, le projet de réaménagement sera étudié également comme une partie intégrante de la circulade. Ainsi, une équipe de maîtrise d'œuvre sera sélectionnée pour travailler l'esquisse du projet sur l'ensemble de la circulade et déclinera sa proposition avec une mission complète au sens de l'article R. 2431-1 du Code de la commande publique pour le réaménagement du cours de la République.

Afin de s'assurer de la qualité du projet, le cahier des clauses techniques particulières prévoit que l'équipe de maîtrise d'œuvre devra être constituée de professionnels dans divers domaines : un paysagiste concepteur, un architecte diplômé, un architecte urbaniste diplômé, un bureau d'études techniques spécialisé en voirie et réseaux divers. Je précise qu'a été associée l'ABF, qui a une partie prenante sur le sujet. Le groupement pourra proposer un complément de la composition de son équipe. Le point de départ et d'appui de ces études sera le rapport de diagnostic accessibilité, voirie et espaces publics établi par le bureau d'études Veritas en 2011. Les normes en matière d'accessibilité seront ainsi respectées dans le cadre d'un aménagement. Des travaux seront réalisés en deux phases, qui se dérouleront sur les années 2023 et 2024 :

La première phase consiste à renouveler les réseaux humides vieux de quarante ans, et la seconde phase portera sur l'aménagement paysager. Un calendrier prévisionnel de l'opération prévoit le déroulement de la procédure de consultation des entreprises pour la phase deux courant 2023, concomitamment avec la première phase des travaux consistant au remplacement des réseaux humides.

La deuxième phase pourra être réalisée dans la foulée de la première, dès 2024, afin de réduire au maximum la durée des travaux et ainsi minimiser les désagréments générés par l'opération. Le coût total de l'opération est estimé à 2 090 358,19 euros, dont 378 358 euros pour les réseaux humides chiffrés sur devis par notre délégataire. Les travaux de la phase deux sont estimés à 1 712 000 euros hors taxes, mais cette estimation sera affinée courant 2023, à l'issue de la phase de consultation des entreprises.

Sur la base de ces coûts prévisionnels, la commune souhaite solliciter la participation financière du Département, de la Région, de l'Agence de l'eau et de l'Etat, selon les répartitions décrites ci-dessous.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la réalisation de cette opération sur le plan du financement prévisionnel comme suit :

2023, phase un, renouvellement des réseaux humides. Le coût prévisionnel est de 378 358,19 euros hors taxes. Le Département sera sollicité à hauteur de 10 % (37 835,82 euros), l'Agence de l'eau à hauteur de 30 % (113 507,46 euros) et l'Etat à hauteur de 40 % (151 343,28 euros). Pour 2024, la phase deux : aménagement paysager. Le coût prévisionnel est de 1 712 000 euros hors taxes. Le Département sera sollicité à hauteur de 5,84 % (100 000 euros), la Région pour 5,84 % (100 000 euros) et l'Etat pour 40 % (684 800 euros).

Je vous demande d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter toutes les subventions possibles et à signer toutes les pièces liées à cette opération, et de donner à Monsieur le Maire tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délibération.

M. FORCADA : Des questions ? Oui.

M. DENARD : Oui, bonsoir à tous. Pour cette délibération d'aménagement du cours de la République, vous nous informez d'un projet d'importance puisqu'il engagerait selon vos chiffres un coût total de plus de 2 millions d'euros hors taxes. Nous sommes bien sûr favorables à des travaux d'aménagement sur ce centre-ville, et notamment dans l'artère principale, parce qu'il convient de lui donner une belle image et il est important de la rendre attractive, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Cependant, votre document manque de clarté pour que nous puissions avoir une idée précise des travaux qui seront réalisés en regard des sommes avancées. Aussi, nous nous interrogeons sur le coût de cette opération, laquelle nous paraît sous-estimée, notamment en matière de travaux sur les réseaux humides. Je m'excuse, je ne suis pas un spécialiste, mais de mes souvenirs, les réseaux, que ce soit le réseau pluvial, le réseau d'eau potable ou le réseau d'eaux usées, sont en très mauvais état sur le centre-ville. Et il y a un moment qu'on dit qu'il faut les refaire. D'autant qu'en creusant, nous ne sommes pas à l'abri de découvrir des mauvaises surprises – je pense notamment aux dégâts qui pourraient être occasionnés par les racines des platanes. Donc, il y a les réseaux humides, mais il y a aussi les réseaux secs. Vous faites allusion dans votre document d'un diagnostic qui date de 2011, cela fait quand même onze ans. Donc ils sont vieux de quarante ans. Plus vous faites un diagnostic d'il y a onze ans. Il faut s'attendre à avoir de grosses surprises.

Sur le plan financier, là aussi on s'interroge sur la justesse des chiffres que vous annoncez dans le plan prévisionnel. Nous remarquons un taux de participation de l'Etat de 40 %. Cela nous paraît extrêmement élevé, parce que s'ils doivent faire 40 % sur tous les travaux dans toutes les villes moyennes, ça va revenir cher. Sur quelle base reposent donc les taux de participation des partenaires que sont les Départements, la Région et l'Etat ? Alors, la capacité d'autofinancement de la Ville permet-elle de se lancer dans cet investissement ? Le produit de la vente des propriétés municipales suffira-t-il ?

Enfin, nous sommes étonnés dans ce document de ne pas voir figurer dans votre calendrier, parce que vous avez un calendrier, une présentation du projet aux habitants, riverains, professionnels, commerçants, membres associatifs, etc., pour tenir compte de leur avis et prévenir ainsi les désagréments susceptibles d'être occasionnés par de tels aménagements. Une consultation sur un tel projet, nous pensons que cela s'impose. Je vous remercie.

M. FORCADA : Sur cette dernière question, la consultation est prévue, puisque c'est quelque chose que nous avons indiqué déjà dans notre programme de campagne où nous nous sommes engagés à consulter les citoyens. Donc cette consultation ou du moins cette participation, cette contribution des citoyens lézignanais est d'actualité. D'ailleurs, tous les commerçants que j'ai

rencontrés, que ce soit cours de la République et de Lapeyrouse aussi, sont tous déjà informés de cette situation verbalement. Et vous en verrez la concrétisation dès que les trois équipes nous auront présenté leur projet, l'esquisse, et que nous serons tous amenés – en tous cas ceux qui le souhaiteront – à nous exprimer là-dessus. C'est prévu. Il n'y a pas d'ambiguïté.

M. PUJOL : Vous avez parlé pour la première phase d'un montant de 378 358 euros pour les réseaux. Vous avez trouvé cela trop cher ou pas assez cher, Monsieur DENARD ?

M. DENARD : Pas assez cher.

M. PUJOL : Il y a une partie des réseaux qui concerne uniquement l'assainissement et l'eau potable. Les réseaux d'eaux pluviales sont intégrés dans l'aménagement.

M. DENARD : Ce n'est pas précisé dans votre document.

M. PUJOL : On est aujourd'hui dans une demande de subventions. C'est une délibération qui est faite pour poser le dossier de demande de subventions. Nous allons commencer à rentrer dans le détail. D'ailleurs, Monsieur le Maire, je pense, très prochainement va faire une conférence de presse sur le sujet. Aujourd'hui, c'est une première délibération. Nous sommes en 2022. Les travaux commenceront en 2023. Il va y avoir une grosse communication là-dessus pour justement bien préparer les habitants de la rue, commerçants et citoyens, aux désagréments qu'ils seront amenés à connaître pendant la durée des travaux.

Quant au financement par la commune, le montant de 1 700 000 euros, ce n'est pas quelque chose d'exorbitant. Je vous rappelle que la CAF annuelle est de 2 millions et quelques. Donc, je pense que la commune, avec la vente notamment des biens que nous faisons aujourd'hui, devrait pouvoir assumer cette dépense sans même faire appel à l'emprunt.

M. DENARD : Vous avez raison puisque dans vos prévisions vous ne prévoyez pas la participation de la commune.

M. PUJOL : Si vous faites la différence...

M. DENARD : Oui..., mais non.

M. PUJOL : Maintenant on a demandé peut-être des taux très gros, comme 40 % à l'Etat, mais vous savez Monsieur DENARD, vous avez certainement raison, l'Etat ne nous versera peut-être pas 40 %. Mais si nous ne demandons pas le maximum, qui peut le plus peut le moins. Je ne sais pas si vous avez suivi le dossier que vous avez fait pendant votre mandature de la place Cabrié, il y avait des subventions qui avaient été promises par l'Europe, et la subvention que nous attendions n'était pas du tout à la hauteur de ce que l'on nous a versé.

M. DENARD : C'est pour cela qu'il ne faut pas être trop optimiste. Il faut peut-être prévoir de pouvoir payer.

M. PUJOL : Nous avons prévu. Tout est prévu, et croyez-moi que nous ne ferons pas appel à l'emprunt pour cette dépense.

M. DENARD : Je vous remercie.

M. FORCADA : Un micro pour M. Fumet s'il vous plaît.

M. FUMET : Merci de me donner la parole, bonsoir tout le monde. J'ai bien noté, Monsieur le Maire, que vous envisagiez d'informer le public, ce qui est une très bonne chose. Ce qui est certain, c'est que, pour avoir rencontré certains commerçants, ils sont aujourd'hui inquiets surtout par rapport à la date de début des travaux. Il faut être vigilant par rapport à cela. Il y a des saisons. Et beaucoup n'osent peut-être pas vous le dire, mais ils sont très inquiets au cas où ça démarrerait avant la fin de l'été. C'est une remarque qui m'a été donnée.

Plusieurs questions aussi. Dans la mesure où les travaux seront effectués sur l'ensemble, est-ce que la rue Guynemer sera impactée ? Est-ce qu'elle sera fermée ou pas ?

Et le dernier point qui est soulevé : est-ce qu'il y aura des aides et des demandes d'indemnisation ? C'est très difficile à obtenir, mais en cas d'impossibilité de travail, par rapport à l'historique sur trois ans, vous avez des indemnisations possibles, et les chambres consulaires sont à même de vous informer là-dessus. Merci.

M. FORCADA : Merci, mais c'est déjà fait puisqu'une commission d'indemnisation est prévue.

M. FUMET : Merci. Je suis content de l'apprendre.

M. PUJOL : Mais je pense que tout cela aurait été dit par Monsieur le Maire lors de sa conférence de presse, et bien précisé. D'autre part, le calendrier bien sûr est prévu pour faire le moins de désagréments aux commerçants. Bien sûr que la saison d'été n'impactera pas les commerçants. Nous connaissons la problématique de la ville de Lézignan. L'été, c'est là qu'on vendange quand on est commerçant, et je comprends que nous n'allons pas les gêner avec les travaux. Les travaux seront phasés de manière à impacter au minimum les commerçants et bien sûr les citoyens de la ville.

M. FUMET : Merci.

Mme BAROUSSE : Bonsoir. Je souhaite intervenir sur le montage financier tel qu'il est présenté sur ce dossier. Je suis un petit peu gênée parce qu'on a l'impression que ce sont des opérations blanches. Vous parlez de coûts prévisionnels et de recettes prévisionnelles qui sont équivalents, ce qui correspondrait à une opération blanche pour la commune. Effectivement, je rejoins un peu Monsieur DENARD, certes, on peut faire la différence, j'entends bien, mais bon je pense que l'engagement financier de la commune aurait pu apparaître. D'autre part, ce sont des chiffres hors taxes. Or, est-ce que vous comptez sur le fonds de compensation de la TVA qui pourrait apparaître pour compenser ?

Et j'aurais aimé savoir si le renouvellement des réseaux humides va être porté sur le budget annexe ou sur le budget principal ?

M. FORCADA : On voit l'œil expert qui a bien vu qu'il manquait une ligne. Merci, Françoise, de l'avoir souligné. J'avoue qu'il manque la ligne concernant la différence, voilà. Mais les 20 % minimum seront respectés bien entendu, puisqu'on ne peut pas obtenir plus.

Mme BAROUSSE : Si je peux me permettre d'insister, comment peut-on mettre un coût prévisionnel et des recettes prévisionnelles équivalents ? Est-ce que vous escomptez d'autres participations que celles que vous avez affichées ?

M. FORCADA : Disons qu'il y a des possibilités. Vous savez qu'il y a des fonds qui sont ouverts aussi avec le fonds vert. Cela veut dire qu'il y a aussi d'autres participations potentielles.

Mme BAROUSSE : Je l'espère ardemment.

M. FORCADA : C'est ce qui est mentionné aujourd'hui. Demain, je ne sais pas. Mais en tout cas, aujourd'hui, oui.

Mme BAROUSSE : Sans vouloir insister, encore une fois, si le coût prévisionnel et les recettes prévisionnelles sont équivalents, cela veut dire que c'est zéro pour la ville.

M. FORCADA : Non, pas du tout. Vous n'avez pas l'équivalent.

Mme BAROUSSE : Merci

M. FORCADA : Je vous en prie.

D'autres remarques ?

[Pas de remarque]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

9 - Demande de subventions pour la restructuration du restaurant scolaire

M. PUJOL : Le restaurant scolaire a été construit en 1970 en lieu et place d'une ancienne imprimerie en plein centre-ville, dans le quartier prioritaire de la politique de la ville. Il fournit actuellement 44 673 repas onze mois par an, soit 4 061 repas par mois et 254 repas par jour. Il peut accueillir 84 enfants de classe primaire répartis en une seule grande salle et 74 enfants de classes maternelles en deux salles de 35 et 43 enfants.

L'observation du temps a mis en évidence certaines difficultés de fonctionnement : temps d'attente pour la prise de repas, organisation du déjeuner en quatre services, laquelle est préjudiciable au temps effectif de repas, stress supplémentaire pour les agents et les enfants aussi. Consciente du fait que l'alimentation fait partie intégrante de l'éducation et constitue un élément de santé essentiel, la municipalité souhaite, dans la continuité de sa politique éducative et de sa récente labellisation comme cité éducative, améliorer les conditions d'accueil des élèves. Afin d'améliorer le service de restauration scolaire, une opération de restructuration est envisagée pour répondre à plusieurs préoccupations.

D'abord, pour l'école maternelle Daudet, il s'agit de permettre la préparation et la prise des repas à l'école. Cette solution temporaire a été mise en place en réponse aux problématiques posées par les contraintes sanitaires du Covid. Il s'agit de pérenniser cette solution, qui présente un certain confort pour les élèves, parmi lesquels certains n'ont pas 3 ans. Je rappelle que cette école a des tous petits, et les faire déplacer est problématique. Ces derniers n'ont plus à se rendre à pied au restaurant scolaire situé à 500 mètres de l'école et disposent d'un temps plus long pour la prise du repas. Le projet de restructuration envisage donc de créer au sein de l'école Daudet un espace de préparation des repas et un espace de nettoyage. Ces travaux seront réalisés sous la maîtrise d'œuvre du pôle Bâtiment de la Direction des services techniques municipaux.

Pour les élèves des classes primaires, il s'agit de fluidifier les passages des élèves. La solution envisagée consiste à créer une véritable ligne de self dimensionnée pour 200 élèves. Cet aménagement permettra de réduire le temps d'installation des élèves et ainsi de rallonger le temps de repas - meilleur confort. Le projet d'aménagement est envisagé en tenant compte d'une logique d'optimisation de l'utilisation de l'espace.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la réalisation de cette opération et le plan de financement prévisionnel total des dépenses : 77 665 euros, travaux 61 065 euros, matériel professionnel 16 600 euros. Total des recettes envisagées : l'Etat : 40 % (31 066 euros) ; Département : 30 % (23 299,50 euros) ; et la commune : 30 % (23 299 euros). Il vous est demandé d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter ces subventions et à signer toutes les pièces liées à cette opération, et donner à Monsieur le Maire tout pouvoir pour mettre en œuvre la présente délibération.

M. FORCADA : Des remarques ? Des questions ?

Mme MARTINEZ : Bonsoir. Nous avons affaire à une multitude de projets concernant des locaux pour la restauration collective pour nos enfants. Bien sûr, il est logique de permettre aux enfants de l'école Daudet de prendre les repas au sein de l'école, pour des raisons que vous avez évoquées. C'était d'ailleurs un projet de l'ancienne municipalité. Cependant, qu'en sera-t-il alors des locaux de l'ancien laboratoire Perruchot, acheté pour la création d'un nouveau restaurant scolaire ? Quel sera le coût des travaux, sachant que l'actuel restaurant a été rénové il y a quelques années ? Et à quelle date pouvons-nous espérer la fin de ce projet ?

M. FORCADA : La fin de ce projet, je saurai vous le dire quand il sera fait.

Par contre, pour la question concernant le restaurant et ce que nous avons prévu avec l'ancien laboratoire, le coût des travaux était trop important pour cette opération qui était une opération, je vous l'ai déjà dit, transitoire. Donc nous n'allons pas mettre un investissement plus important pour transformer un restaurant, alors que le projet que nous avons d'un nouvel établissement scolaire nous permettra d'avoir un établissement scolaire avec un restaurant. Ce projet-là n'étant pas d'actualité a été mis de côté. Et la formule la moins coûteuse, mais la plus adaptée, reste celle que l'on vient de vous présenter. Et le confort des enfants sur ce projet-là nous permet de faire non plus quatre services, mais deux, et d'avoir un confort bien plus adapté que l'actuel restaurant scolaire qui ne donne pas satisfaction.

Vous avez d'autres questions ?

[Pas de question]

Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

10 - Fixation du tarif 2023 pour l'occupation du domaine public – Terrasses

M. PUJOL : Je vais vous passer les visas. La Chambre régionale des comptes, dans son rapport en 2021, avait fait ressortir que la ville de Lézignan ne faisait pas payer l'occupation du domaine public, quel qu'il soit. Alors nous allons y remédier, et nous commençons d'abord par les terrasses, et c'est la délibération en question.

Nous allons fixer pour 2023 le tarif des terrasses à 1 euro le mètre carré par mois, tout mois entamé étant dû. Les autres occupations du domaine public, qu'il est aussi obligatoire de taxer, feront l'objet d'une délibération certainement vers le début de l'année.

Donc, je vous demande de valider le tarif 2023, soit un euro le mètre carré par mois de la redevance de droit de voirie pour les terrasses telles que présentées ci-dessus et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier et d'en assurer l'exécution.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

C'est un début qui tient compte bien sûr de la situation de Covid, après Covid, et bien sûr économique que nous traversons, avec les difficultés que tout le monde peut constater. Donc c'est un début de facturation. Nous serons amenés certainement, j'ose espérer, dans l'avenir, de relever les tarifs pour les mettre à un niveau plus conforme.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

11 - Admission de créances en non-valeur et créances éteintes – Annexes

M. PUJOL : Vous savez que c'est une délibération que nous passons chaque année. Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article 2541-12 chapitre 9 du Code général des collectivités territoriales, sont soumises à la décision du Conseil municipal. Des recettes à admettre en non-valeur ou en créances éteintes sont des créances admises en non-valeur pour l'exercice 2017 et 2018, pour un montant de 1 972,71 euros, et des créances éteintes exercice pour l'exercice 2018 et 2021, pour 3 284,40 euros. Ceci nous permet de faire un petit nettoyage de la comptabilité. Ceci se fait bien sûr avec le comptable public.

Il vous est donc demandé de valider ces créances admises en non-valeur, dont vous trouverez les tableaux en annexe, et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. FORCADA : Pour la première somme, vous avez vu, c'est six personnes qui sont concernées, et cinq pour la deuxième, donc onze débiteurs.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

12 - Subventions annuelles aux associations 2022 n° 4

M. PUJOL : Deux associations n'avaient pas envoyé leur dossier, ou les dossiers se sont perdus, à savoir l'association du FCL XIII et des anciens, un montant de subventions de 300 euros, l'association Taekwondo Main Ho Lézignan pour un montant de 800 euros. Total de la subvention : 1 100 euros.

Il vous est demandé donc de pouvoir verser aux associations les subventions annuelles pour 2022 pour un montant de 1 100 euros, d'autoriser Monsieur le Maire à procéder au versement des sommes et d'assurer l'exécution de la présente délibération.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

13 – Subvention complémentaire pour l'Association Prom'Aude 2022

M. PUJOL : Dans cette délibération, il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative et de souligner que l'association Prom'Aude participe bien au développement d'actions d'intérêt local. Cette association a déposé une demande de subvention complémentaire à hauteur de 5 000 euros reçue par la ville de Lézignan-Corbières afin d'initier un nouveau projet « Total festum ».

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget de l'exercice en cours. Je vous rappelle que la même subvention a été demandée et accordée par l'intercommunalité. L'association Prom'Aude a redémarré cette année. Ils n'ont pas eu les résultats escomptés, c'est vrai, donc ils n'ont peut-être pas rempli complètement leur business plan. Ils ont sollicité l'intercommunalité et la municipalité. Mais cette manifestation, vu son importance, a fait l'objet d'un accord de l'intercommunalité.

Je vous propose de verser à cette association 5 000 euros sur l'exercice 2022 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces utiles à cet effet.

M. FORCADA : Des remarques ? Des questions ?

[Pas de remarque]

Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

14 - Modification de la rémunération pour les agents communaux sous contrat de droit privé

M. PUJOL : Considérant que l'attribution des primes aux agents sous contrat de droit privé employés dans les collectivités territoriales et des établissements publics relève d'une décision de l'organe délibérant ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal d'attribuer le versement de cette prime par le biais d'un complément de rémunération sur le salaire brut mensuel de l'agent, qu'il appartient au maire chargé de l'exécution des décisions du Conseil municipal d'accorder ce complément de manière individuelle en identifiant les agents bénéficiaires, en fixant le montant versé et en déterminant les modalités de son versement, les agents employés par la commune sous contrat

de droit privé sont exclus du champ d'application du statut propre aux agents de la fonction publique territoriale, le régime indemnitaire RIFSEEP ne leur est pas applicable.

Conformément au principe d'égalité de traitement contenu dans l'article L. 1242-14 du Code du travail et au regard des missions assurées par les agents de droit privé, lesquelles sont comparables à celles assurées par les agents de droit public, il est important et nécessaire d'attribuer l'équivalent de la prime de fin d'année à l'ensemble des fonctionnaires et contractuels de droit public sur l'emploi permanent à tous les agents de droit privé.

Sont bénéficiaires de cette prime les agents sous contrat de droit privé (CUI-CAE, PEC, contrat adulte-relais, apprentis, notamment les médiateurs). C'est pour leur permettre d'obtenir la prime de fin d'année comme les autres, et pour le même travail, il n'y a aucune raison. Je vous rappelle que dans les médiateurs, il y a deux fonctionnaires et trois agents en contrat de droit privé. Ils font tous la même mission. Ce ne serait quand même pas tellement équitable que les deux perçoivent la prime et les autres ne la perçoivent pas. Cette délibération est pour rendre la chose équitable.

Etant donné qu'aucune règle ne s'oppose à ce que l'équivalent de cette prime soit inclus dans la rémunération des agents de droit privé, celle-ci sera intégrée dans le salaire mensuel. Elle représente une somme de 1 162 euros.

Je vous demande d'approuver le versement de la prime de fin d'année d'un montant de 1 162 euros aux agents de la commune étant sous contrat de droit privé, d'approuver les modalités de versement mensuel selon les informations que je viens de vous exposer et d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à l'exécution de la présente délibération.

M. FORCADA : Je précise que le Comité technique du 6 décembre a été consulté et qu'il a émis un avis favorable. Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

15 - Convention d'adhésion à la mission de Médiation Préalable Obligatoire proposée par le Centre de gestion de l'Aude – Annexe

M. PUJOL : Je vous rappelle que la ville de Lézignan, depuis notre arrivée à la municipalité, utilise le Centre de gestion, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Nous vous proposons aujourd'hui de signer une convention pour la médiation. Je vous fais grâce de la loi. La loi prévoit également que les conventions puissent être conclues entre le Centre de gestion pour l'exercice des missions à un niveau régional et interrégional, selon les modalités déterminées par le schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation mentionnée à l'article 452-11 du Code général de la fonction publique.

En adhérant à cette mission, la collectivité prend acte que les recours formés contre des décisions individuelles, dont la liste est déterminée par décret et concerne la situation des agents, sont à peine de recevabilité, précédés d'une tentative de médiation. Cette convention permettrait de mettre en place une médiation en cas de litige avec un agent et donc d'éviter d'aller si possible au tribunal, ce qui n'est pas toujours agréable.

Donc les décisions qui sont soumises pour cette médiation, vous en avez la liste : décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa, le refus d'un détachement, des décisions administratives

individuelles défavorables relatives à la réintégration, des décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent, des décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation, des décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics et des décisions administratives individuelles concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues. La médiation est un dispositif novateur, qui a vocation de désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge.

Il est précisé la tarification de ce service. Bien sûr, ce n'est payant que si on l'utilise.

Donc je vous demande de décider d'adhérer à la mission de médiation du CDG11, de prendre acte de l'obligation de faire précéder les recours contentieux formés contre les décisions mentionnées d'une tentative de médiation, de décider qu'en dehors des litiges compris dans cette liste, la collectivité se réserve le droit de faire appel aux services de médiation, si elle l'estime utile, de valider la tarification des services de médiation du CDG11 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion à la mission de médiation proposée par le Centre de gestion.

M. FORCADA : Des questions ? M. Pénavaire.

M. PÉNAVAIRE : C'est pour préciser un point, puisque vous avez dit que la municipalité précédente n'adhérait pas à cette médiation.

M. PUJOL : Pas à cette médiation, au Centre de gestion.

M. PÉNAVAIRE : Au Centre de gestion. Or la loi oblige les municipalités depuis peu à faire cette médiation. Il me semble quand même que vous auriez pu le préciser et que c'est dans ce cadre aussi que la municipalité a adhéré au Centre de gestion.

M. FORCADA : Non, non, pas du tout.

M. PÉNAVAIRE : En ce qui concerne la médiation, c'est comme ça que cela se présente.

M. FORCADA : Il n'y a pas que ce service assuré par le Centre de gestion.

M. PÉNAVAIRE : Oui mais en ce qui concerne la médiation.

M. FORCADA : On va demander un médiateur pour intervenir. On va faire appel au Centre de gestion. Pas d'autres questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

16 - Créations d'emplois non-permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier et à un accroissement temporaire d'activité – Exercice 2023

M. PUJOL : Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'au cours de l'année, pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non-permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier, à un accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux (animation, administratif, technique, ouverture de la piscine en saison estivale).

Ces emplois non-permanents occupés par des agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée sont les suivants :

Pour les saisonniers, 6 mensualités dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C, 42 mensualités dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C, 12 mensualités dans le grade d'opérateur relevant de la catégorie C en tant que surveillant de baignade et de piscine, 16 mensualités dans le grade d'éducateur principal d'activité physique et sportive relevant de la catégorie B.

Pour les accroissements temporaires d'activité, au maximum 2 équivalents temps plein dans le grade d'adjoint relevant de la catégorie C, maximum 8 ETP (Equivalents Temps Plein) dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie C et au maximum un équivalent temps plein dans le grade de rédacteur relevant de la catégorie B.

Les rémunérations de ces agents seront calculées par référence à l'indice du grade de recrutement, bien sûr. C'est un maximum d'engagements. Il n'est pas dit que nous recruterons tous ces saisonniers ou tous ces gens-là. Ce sera en fonction des besoins.

Il vous est donc demandé d'autoriser, pour l'année 2023, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non-permanents, de valider l'inscription au budget et d'autoriser Monsieur le Maire à assurer la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

17 - Actualisation du tableau des effectifs

M. PUJOL : La mise à jour du tableau des effectifs permet de tenir compte des mouvements de personnels titulaires et non-titulaires sur tout type de postes nécessaires au fonctionnement des services. Tous les postes mentionnés dans ce tableau des effectifs sont confirmés dans leur création, et les crédits correspondants sont prévus au budget. C'est le tableau des effectifs que nous transmettons en fin d'année au comptable public.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver ce nouveau tableau des effectifs et il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

18 - Modalités de recrutement des agents recenseurs – Exercice 2023

M. PUJOL : Comme chaque année, nous devons recruter des agents recenseurs pour effectuer le recensement partiel. Il est nécessaire de recruter des agents, généralement au nombre de deux, afin de réaliser les opérations de recensement en année sur la période mi-janvier, mi-février 2023.

Il vous est donc proposé de recruter des agents recenseurs, soit parmi les agents communaux, soit à l'extérieur de la collectivité, de fixer la rémunération des agents de la collectivité selon l'attribution d'une indemnité horaire pour travaux supplémentaires ou complémentaires ou d'une indemnité forfaitaire aux travaux supplémentaires, de fixer la rémunération des agents recenseurs de la collectivité selon l'attribution d'une indemnité forfaitaire ou sur l'indice du premier échelon du grade d'adjoint administratif, de verser la rémunération à l'agent recenseur au terme des opérations de recensement, au prorata du travail effectué. Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

19 - Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées 2022 - Annexes

M. PUJOL : Le rapport définitif de la CLECT fixe le montant de l'AC pour 2022. La CLECT a déjà été votée en Conseil communautaire.

En application des dispositions en vigueur, ce processus comporte plusieurs étapes. La première - objet de la présente délibération - consiste en l'approbation du rapport par les communes membres selon la règle de la majorité qualifiée. Dans le même temps, le Conseil communautaire de la CCRLCM délibère à la majorité simple pour adopter le rapport.

Il vous est donc proposé d'adopter ce rapport définitif qui a été voté par le Conseil communautaire le 17 novembre 2022, de valider le montant de l'AC 2022 pour la commune de Lézignan, qui s'établit à 1 595 193 euros, et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente.

M. FORCADA : Des questions ? Des observations ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

20 - Fixation libre de l'Attribution de Compensation pour 2022 – Annexe

M. PUJOL : Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres de leur Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) lorsqu'il y a un transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une obligation pour l'EPCI. Dans le cadre de la CLECT, qui est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées afin de permettre le calcul des attributions de compensation, a voté son rapport définitif lors de la réunion du 7 novembre. Ce rapport a été transmis à chaque commune membre.

Il vous est donc proposé d'adopter la fixation libre de l'attribution de compensation de la commune de Lézignan-Corbières telle que définie dans le tableau en annexe, de valider le montant à 1 595 193 euros et de charger Monsieur le Maire ou son représentant ayant reçu délégation de modifier cette décision auprès des services préfectoraux.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

21 - Décision modificative n° 2 – Budget principal

M. PUJOL : La décision modificative n°2 du budget principal reprend les modifications budgétaires qui s'équilibrent à hauteur de 28 000 euros. Vous avez le détail sur le tableau en fonctionnement et en investissement. Au global, ces écritures réelles par section et en totalité, tant en dépenses et en recettes, sont à hauteur de 28 000 euros. Le tableau synthétique qui vous détaille les écritures dans la délibération présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision. Si vous avez des questions, vous en poserez.

Considérant qu'il y a eu de procéder à des ouvertures de crédits et des règlements de crédit, il est demandé au Conseil d'approuver la décision modificative n°2 du budget principal pour l'exercice 2022, s'établissant globalement à 28 000 euros et jointe en annexe de la présente délibération, et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

22 - Décision modificative n° 4 - Budget annexe Eau potable

M. PUJOL : Considérant la situation économique et nationale et la fluctuation des marchés financiers, la ville de Lézignan a procédé, via la décision du Maire numéro 2022-063 du 9 novembre 2022, de modifier par avenant le prêt à taux variable du Crédit Agricole afin de

passer en amortissement constant le capital dudit prêt. La décision modificative reprend les modifications budgétaires qui s'équilibrent à hauteur de 5 000 euros. Vous avez sur la délibération le tableau, placé en annexe.

Considérant qu'il a eu lieu de procéder à des ouvertures de crédits, je vous demande d'approuver la décision modificative n°4 du budget Eau potable s'établissant à 5 000 euros et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

23 - Tarifs de refacturation des frais d'instruction des permis de construire

M. PUJOL : La convention passée entre Lézignan-Corbières et la CCRLCM précise dans son article 3 la prise en charge par la Communauté des communes des frais d'instruction de permis de construire faisant l'objet d'un reversement de la taxe d'aménagement engagé par la commune. Vous vous souvenez que nous avons accordé le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement sur les ZAE à l'intercommunalité, et celle-ci a donc fait la proposition de prendre en charge les frais de permis de construire.

Pour que les tarifs applicables fixés dans le cadre de la convention type soient en adéquation entre l'intercommunalité et la ville, nous vous proposons d'aménager ces tarifs et donc de les rendre identiques à ceux de l'intercommunalité. Ces tarifs ont été votés récemment à l'intercommunalité. Le permis d'aménager à 335 euros, le permis d'aménager modificatif à 167 euros, le permis de construire à 186 euros, le modificatif à 93 euros, le certificat d'urbanisme à 149 euros, la déclaration préalable à 130 euros et le permis de démolir à 56 euros. Ce remboursement s'effectuera par la CCRLCM avant le 31 décembre de l'année N.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver les tarifs proposés permettant la refacturation des frais d'instruction liés aux autorisations d'urbanisme dans le cadre de la convention de partage de la taxe d'aménagement avec l'intercommunalité et d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les opérations relatives à la mise en œuvre de cette délibération.

M. FORCADA : Des questions sur ces tarifs ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

Éducation, animation et jeunesse

24 - Convention relative à la prestation de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » entre la MSA et la commune de Lézignan-Corbières – Annexe

Mme JOLIS-PAILHIEZ : Depuis 2013, la commune applique une tarification modulée en fonction des revenus des familles pour déterminer le prix payé lorsque celles-ci utilisent le service de l'accueil loisir sans hébergement (ALSH) périscolaire. En contrepartie de cette modulation de la tarification, la CAF de l'Aude verse une subvention de fonctionnement annuel calculée notamment sur 97 % des heures de fréquentation. Ce taux de 97 % est un taux fixe appliqué à toutes les structures du département correspondant au niveau des ressortissants CAF. La MSA Grand Sud propose la signature d'une convention d'une durée de quatre ans avec effet au 1^{er} janvier 2022 pour permettre à la commune de percevoir une subvention de fonctionnement pour les 3 % des heures non subventionnées par la CAF.

Considérant que l'accueil périscolaire de Lézignan-Corbières remplit les conditions fixées par l'article 2 de ladite convention pour être éligible à cette prestation de service.

Considérant que la participation de la MSA sera calculée sur la base des déclarations transmises régulièrement à la CAF par le service « Éducation » et ne générera pas de travail supplémentaire pour ce service.

Considérant que les modalités de calcul de la prestation de service, article 4.1 de ladite convention, sont similaires à celles appliquées par la CAF de l'Aude pour un taux de ressortissants MSA de 3 %.

Considérant qu'en application de l'article 4.2 de la convention, la prestation de service fera l'objet de deux versements respectivement de 70 % pour l'année N et 30 % pour le solde de l'année 1.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à la prestation des services ALSH périscolaire proposée par la MSA, de donner à Monsieur le Maire tout pouvoir pour mettre en œuvre la présente délibération. Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

25 - Recrutement d'enseignants pour les études surveillées et les garderies des écoles publiques

Mme JOLIS-PAILHIEZ : Vu la loi numéro 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligation des fonctionnaires – je vous passe les « vus ».

Chaque école publique élémentaire de la commune dispose d'un service de garderies et d'études surveillées – aides aux devoirs – tous les jours après le temps de classe. Il s'agit d'un service facultatif relevant de la compétence communale, très appréciée des familles qu'il est opportun de maintenir malgré le manque d'agents municipaux qualifiés. Afin de pallier cette carence, la réglementation en vigueur permet aux communes de faire appel à des professeurs des écoles dans le cadre d'une activité accessoire.

Il apparaît donc indispensable de procéder au recrutement de douze enseignants pour assurer les garderies et études se déroulant après le temps de classe les lundis, mardis, jeudis et vendredis, étant précisé que jusqu'à ce jour onze postes avaient été créés. La présente délibération a pour but d'en ajouter un.

Cette activité pourrait être assurée par des enseignants fonctionnaires de l'Education nationale dans le cadre de la réglementation des cumuls d'activités, qui permet aux fonctionnaires d'exercer une activité accessoire d'intérêt général auprès d'une personne publique (article 6 du décret du 27 janvier 2017), à condition d'y être autorisé par leur employeur.

Concernant la rémunération, une réglementation spécifique fixée par les décrets numéros 66-787 du 14 octobre 1966 et numéro 2016-670 du 25 mai 2016 précise les montants plafonds de rémunération des heures effectuées dans ce cadre, montants différents selon que l'activité relève de l'enseignement ou de la simple surveillance et selon le grade détenu par les intervenants dans leur emploi principal. Selon cette réglementation, la commune a fixé les montants plafonds applicables par sa délibération numéro 2015-187 du 16 décembre 2015.

Ces activités sont limitées dans le temps et n'ont pas pour finalité de pourvoir un emploi vacant et permanent. Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le recrutement de douze enseignants dans le cadre de l'activité accessoire pour assurer les garderies et les études surveillées se déroulant après le temps de classe les lundis, mardis, jeudis et vendredis, lesquels nécessitent environ quatre heures hebdomadaires par enseignant pendant les périodes scolaires. Considérant que la commune ne dispose pas du personnel en nombre suffisant pour assurer ses services.

Considérant que, pour assurer le fonctionnement des garderies et études surveillées des écoles primaires et maternelles, la commune peut faire appel à des enseignants fonctionnaires de l'Education nationale qui doivent être rémunérés dans le cadre de la réglementation sur les activités accessoires.

Considérant que ces activités sont limitées dans le temps et n'ont pas finalité à pourvoir un emploi vacant et permanent.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le recrutement de douze enseignants dans le cadre de l'activité accessoire pour assurer les garderies et études surveillées se déroulant après le temps de classe les lundis, mardis, jeudis et vendredis, à raison d'environ quatre heures hebdomadaires par enseignant pendant les périodes scolaires, de confirmer l'application des dispositions de la délibération du Conseil municipal 2015-185 du 16 décembre 2015 fixant les taux horaires des indemnités allouées aux enseignants et d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

M. FORCADA : Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

Développement économique et emploi – Économie et commerce de proximité

26 - Projet de convention-cadre « Petites Villes de demain » - Annexes

M. FORCADA : Nous avons déjà informé bien sûr de ce dossier. Ce programme vise à améliorer les conditions de vie des habitants des petites communes (moins de 20 000 habitants) et des territoires alentours, en accompagnant les collectivités dans des trajectoires dynamiques et engagées dans la transition écologique. Il a pour objectif de donner aux élus de l'intercommunalité et des villes lauréates de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité, les moyens humains et financiers pour concrétiser leur projet de revitalisation.

La mise en œuvre de ce programme repose sur trois phases.

La première, c'est la convention d'adhésion signée par l'ensemble des parties prenantes le 29 avril 2021. Je rappelle que c'est l'intercommunalité, la ville bien entendu et l'Etat.

La phase d'initialisation en cours, qui s'est traduite par la rédaction d'une convention-cadre valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) et qui fait l'objet de la présente délibération. Et la troisième, c'est le déploiement du programme qui correspond aux engagements financiers et de réalisation des actions inscrites dans la convention-cadre, et ce jusqu'en 2026.

L'opération de revitalisation issue de la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, la loi ELAN, est un outil opérationnel dont les incidences en matière d'habitat et de commerce peuvent être significatives. Il confère aux collectivités de nouveaux droits juridiques et fiscaux, comme la dispense d'autorisation d'exploitation commerciale et la possibilité de suspension au cas par cas des projets commerciaux périphériques, l'éligibilité de la commune au dispositif fiscal « Denormandie » dans l'ancien, le renforcement du droit de préemption urbain, l'encadrement des baux commerciaux et bien d'autres.

La convention-cadre annexée à la présente délibération a pour projet de délimiter le périmètre d'application de l'ORT, de définir les orientations stratégiques déclinées en plans d'action pour le renforcement de l'habitat du centre-ville de Lézignan-Corbières, quatre orientations stratégiques ont été retenues.

La première, c'est engager une dynamique de réhabilitation exemplaire et adapter l'habitat dans le centre ancien.

Ensuite, requalifier et redynamiser le cœur de ville et l'ouvrir sur l'ensemble du territoire.

La troisième, c'est accompagner le développement économique et des équipements, socle d'attractivité du territoire.

Et ensuite inscrire la ville dans les transitions.

Considérant les besoins de revitalisation du centre-ville et de Lézignan-Corbières, pôle de centralité du territoire de la Communauté de communes en termes d'habitat, d'attractivité commerciale, de mobilité et d'espaces publics.

Considérant que la mise en œuvre de cette convention permettra à la commune de bénéficier de moyens humains et financiers pour de l'ingénierie d'études.

Considérant que la mise en œuvre de cette convention permettra à la commune de bénéficier pour certains projets de subventions de la part des différents organismes, collectivités et de l'Etat signataire.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le projet de la convention annexée, qui pourra toutefois être modifiée à la marge, à la demande des autres parties signataires, de m'autoriser à signer une convention relative à l'opération de revitalisation du territoire, ainsi que de solliciter tous les financeurs ou partenaires pour permettre la réalisation du programme inhérent à la convention et de m'autoriser à accomplir toutes les démarches nécessaires à la réalisation de l'opération de revitalisation du territoire.

Il convient d'en délibérer.
Des questions ?

Mme BAROUSSE : Il est évident que l'on ne peut que se réjouir de ce type de projet qui va redynamiser la ville et le territoire. Il nous manque l'annexe deux - on ne peut pas l'ouvrir. Ensuite, j'ai lu la convention, et je trouve que les quinze pages sont effectivement bien construites. Par contre, j'ai quelques incompréhensions sur les devoirs des partenaires différents, que ce soit la Communauté de communes ou l'Etat. C'est pour cela que je pense que cette convention méritera d'être retravaillée, de manière à ce que tout le monde soit bien d'accord sur les engagements des uns et des autres.

M. FORCADA : Elle est évolutive puisque la signature qui a eu lieu il y a un peu plus de 18 mois maintenant nous contraint de signer cette convention pour valider l'ORT, ce qui va engager évidemment des possibilités notamment pour les particuliers et les propriétaires qui pourront bénéficier de subventions complémentaires.

Mme BAROUSSE : Comme vous l'avez dit, effectivement, cela fait 18 mois que ce projet est en cours de gestation. Je pense que vous avez un agent qui travaille sur ce projet et qui travaille aussi pour le bien propre de la ville. Est-ce que vous pourriez nous dire quelle est la quote-part de travail de cet agent pour le projet « Petites Villes de demain » ?

M. FORCADA : Oui. 75 % pour le chef de projet.

Mme BAROUSSE : Pour « Petites Villes de demain » ?

M. FORCADA : Oui.

Mme BAROUSSE : D'accord. Merci.

M. FORCADA : D'autres questions ?
[Pas de question]

Parfait, donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Approuvée à la majorité de 25 voix pour et 7 abstentions (de M. Freddy Nolot, M. Rémi Pénavaire, M. Thierry Denard, Mme Françoise Barousse, Mme Sophie Courrière-Calmon, Mme Béatrice Arnaud, Mme Marie-Claude Martinez du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan »)

27 - Dates d'ouverture dominicale des commerces locaux pour l'année 2023

Mme DANRÉ : Bonsoir. Vu le Code général des collectivités territoriales, vu l'article L. 3132-26 du Code du travail, vu la délibération du Conseil communautaire numéro 2022-177 du 30 novembre 2022 portant avis sur les ouvertures dominicales sur la commune de Lézignan-Corbières en 2023,

Le titre III de la loi numéro 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a largement modifié le régime des exceptions au repos dominical des salariés.

Deux principes sont introduits. Le premier est que tout travail le dimanche doit donner droit à une compensation salariale. Le second, c'est qu'en l'absence d'accord des salariés via un accord

de branche, d'entreprise ou de territoire, le commerce ne peut ouvrir dans les entreprises de moins de onze salariés. Cet accord sera soumis à un référendum. Ces deux principes sont complémentaires et destinés à faciliter le dialogue social pour l'ouverture dominicale des commerces. Depuis 2016, cette loi a porté de cinq à douze au maximum le nombre des dimanches du maire.

La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification. L'arrêté du maire qui fixe le nombre de dimanches, doit être pris après consultation des organisations d'employeurs et de salariés intéressés, mais aussi après avis simple émis par le Conseil municipal et lorsque le nombre de dimanches excède le nombre de cinq après consultation de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre, à savoir la CCRLCM qui doit rendre un avis conforme. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Au titre de l'année 2023, au regard des événements commerciaux et festifs se déroulant sur notre commune et susceptibles de générer un flux de clientèle locale ou de passage, il a été demandé par les organisations de commerçants, de déroger au repos dominical pour seize dimanches : onze pour les commerces de détail et cinq pour les commerces automobiles.

Considérant que la CCRLCM, par sa délibération du 30 novembre 2022, a rendu un avis favorable sur la demande d'autorisation d'ouvrir les commerces de Lézignan-Corbières pour les dimanches de 2023 listés ci-dessous.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3132-26 du Code du travail, le Maire soumet à l'avis du Conseil municipal la liste des dimanches concernés selon le calendrier suivant :

-Pour les commerces de détail autres que l'automobile, dimanche 15 janvier 2023, dimanche 12 mars 2023, dimanche 28 mai 2023, 11 juin 2023, 17 septembre 2023, 15 octobre 2023, et les dimanches 3, 10, 17, 24 et 31 décembre 2023.

-Pour les commerces de détail automobiles, les dimanches correspondant aux actions commerciales des différents constructeurs type portes ouvertes, à savoir : dimanche 15 janvier 2023, 12 mars 2023, 11 juin 2023, 17 septembre 2023 et 15 octobre 2023.

Il est demandé au Conseil municipal de valider le calendrier tel que proposé ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci Sylvie. Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

28 – Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

Mme DANRÉ : Par les délibérations numéro 2018-31 du 27 mars 2018, numéro 2019-144 du 13 novembre 2019 et numéro 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide a pris la forme de subventions individuelles d'un montant total plafonné à 3 000 euros, dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de six mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après douze mois d'activité. Les candidats à cette aide sont les suivants :

- Leslie NAVARLAS, gérante d'une entreprise de vente de végétaux, « Le Jardin de Ninou », situé 5 bis rue Vaillant Couturier
- Clarinda LAHER, gérante d'un commerce de vente de tabac et de journaux « Les Gragnotes », situé 21 avenue Georges Clémenceau
- Séverine BENEY, gérante d'un commerce de prêt-à-porter, « SOT Boutique », situé 34 avenue du Maréchal Joffre.

La Commission municipale qui s'est réunie le 18 novembre 2022 a donné un avis favorable.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la proposition de la Commission municipale et de verser la première partie de la subvention de 1 500 euros aux entreprises suivantes : « Les Jardins de Ninou », « Les Gragnotes », « SOT Boutique », de verser la seconde partie de la subvention sur l'exercice budgétaire 2023 sous conditions prévues par les délibérations susvisées selon les crédits inscrits au compte 20 422, opération 252, du budget principal 2022 ; d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

Prévention et sécurité publique

29 - Convention triennale relative au recrutement, au financement et aux missions d'intervenants sociaux police-gendarmerie dans le département de l'Aude 2022-2024 – Annexe

M. COMBES : Bonsoir.

Vu la convention nationale tripartite signée entre le Ministère de l'intérieur, la Fédération Nationale Solidarité Femmes et le Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles, déterminant le principe de leurs engagements réciproques en matière d'accueil, d'accompagnement et de prise en charge des femmes victimes de violences familiales.

Vu le plan de lutte contre les violences faites aux femmes présenté à l'issue du Grenelle contre les violences conjugales de 2019.

Vu la délibération numéro 2019-24 du 17 janvier 2019 concernant la convention relative au recrutement, au financement et aux missions d'intervenants sociaux police-gendarmerie dans le département de l'Aude 2019-2021.

Un renforcement de la gouvernance locale relative à la lutte contre les violences conjugales a été organisé par le département de l'Aude et les acteurs publics locaux. Dans cette optique, une

convention triennale a été signée par la commune de Lézignan-Corbières pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021.

L'objet de cette convention est de créer deux postes de travailleur social dont les activités se déroulent au sein des services de la Direction départementale et de la sécurité publique et du groupement de gendarmerie départementale de l'Aude. Elle est également de fixer les missions, les modalités de fonctionnement et de financement des postes d'intervenant social.

La précédente convention triennale étant arrivée à terme le 31 décembre 2021, une nouvelle convention triennale pour la période allant de sa date de signature au 31 décembre 2024, doit être signée par la commune de Lézignan-Corbières. Les institutions signataires impliquées par cette convention finançant les deux postes de travailleur social, le montant de la participation de la commune de Lézignan-Corbières s'élève à 2 900 euros par an.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de valider l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières à la convention triennale mentionnée en objet, d'autoriser le financement annuel de ces deux postes à hauteur de 2 900 euros et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente et toutes les pièces liées à la réalisation de cette opération.

M. FORCADA : Est-ce qu'il y a des questions sur ce sujet ?

[Pas de question]

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

Autres thèmes

30 – Motion de la commune de Lézignan-Corbières relative aux capacités financières des collectivités territoriales

M. FORCADA : En préambule, je pourrais dire que cette motion de la commune de Lézignan-Corbières relative aux capacités financières des collectivités territoriales, vous y verrez, pour ceux qui étaient attentifs, presque mot-à-mot la même chose que ce qui a été présenté par Rémy PENAVAL, il y a quelque temps de ça, avec la même préoccupation. Mais si je vous la présente aujourd'hui, c'est parce qu'elle est à l'origine des « Maires de France » et non pas d'un parti politique. C'est uniquement en ce sens.

Cette motion reprend pour la commune de Lézignan, qui a reçu les communiqués de presse relatifs aux appels au gouvernement de Monsieur David LISNARD, Président de l'Association des maires de France (AMF), à prendre des mesures claires en matière financière. Dans cette perspective, l'AMF propose à tous les conseils municipaux des communes de France d'adopter la motion suivante :

« Le Conseil municipal de la commune de Lézignan-Corbières réuni le 8 décembre 2022 exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité, adaptée aux besoins de la population.

Il est à noter que le gouvernement a récemment pris des décisions importantes :

- le décret n° 2022-1314 du 13 octobre 2022 suite à l'adoption de la loi de finances rectificative du 16 août 2022, qui modifie le mode de calcul et de versement de la dotation octroyée pour compenser certaines hausses de dépenses subies en 2022 par les collectivités territoriales et leurs groupements, du fait de l'augmentation des prix de l'énergie, de l'alimentation et de la revalorisation du point d'indice.

- le communiqué de presse du 27 octobre 2022 annonçant la mise en place du dispositif « Amortisseur électricité », afin de prendre en charge une partie de la facture d'électricité des très petites entreprises, de l'ensemble des petites et moyennes entreprises, des associations avec plus de dix salariés, des collectivités territoriales et des établissements publics. Ce dispositif sera effectif à partir du 1^{er} janvier 2023.

- Enfin, le 29 novembre 2022, à l'issue de consultations menées avec les fournisseurs d'électricité et les organisations représentatives des consommateurs, le Gouvernement a précisé les modalités d'application de « l'amortisseur électricité » lequel entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2023 pour une durée d'un an. Les trois objectifs affirmés étant : l'efficacité, la lisibilité et la rapidité. Pour un consommateur ayant une part énergie de 350 €/MWh (0,35 kWh), l'amortisseur électricité permettra de prendre en charge environ 20% de la facture totale d'électricité.

L'aide sera intégrée directement dans la facture d'électricité des consommateurs et l'Etat compensera les fournisseurs. Les consommateurs n'auront qu'à confirmer à leur fournisseur qu'ils relèvent du statut de PME, d'association, de collectivité ou d'établissement public et qu'ils n'ont pas d'activités concurrentielles.

La commune de Lézignan-Corbières salue ces décisions, néanmoins, le contexte économique actuel pousse le Conseil municipal à exprimer ses inquiétudes.

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 milliards d'euros.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule, compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités.

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 milliards d'euros pour nos collectivités.

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal.

Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 milliards d'euros d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors, et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 milliards d'euros, a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'État n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.

Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements, et plus largement de notre économie.

Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.

La commune de Lézignan-Corbières soutient les positions de l'Association des Maires de France, qui propose au pouvoir exécutif :

- **d'indexer la DGF sur l'inflation 2023**, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.

- **de maintenir l'indexation des bases fiscales** sur l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+ 6,8% estimés).

- **soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression.** Adossée à la valeur ajoutée, et déductible du bénéfice imposable à l'Impôt sur les Sociétés (IS), la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette.

Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, la commune de Lézignan-Corbières demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- **de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement** de l'action locale. Les 15 milliards d'euros de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici

2027, sont en réalité des restrictions imposées à la population, car c'est autant de moyens en moins pour financer l'offre de services.

- **de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).** Cette réintégration doit être opérée en urgence, pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies, d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.

- **de rénover les procédures d'attribution de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) et de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)** pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, la commune de Lézignan-Corbières demande la suppression des appels à projets, et pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du « fonds vert ».

La commune de Lézignan-Corbières demande que la date limite de candidature pour la DETR et pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'État et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

Enfin, dans un souci de simplification, lorsque le cumul des deux dotations est possible, il faut que le même dossier puisse servir à l'instruction de l'attribution des deux dotations.

Concernant la crise énergétique, la commune de Lézignan-Corbières soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :

- **Créer un bouclier énergétique d'urgence** plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.
- **Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières** des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.
- **Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV)** – c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence – quels que soient leur taille ou leur budget.

La présente délibération sera transmise au préfet et aux parlementaires du département. »

Je la sou mets à votre appréciation. M. Pénavaire.

M. PÉNAVAIRE : Nous avons ce soir à débattre d'une motion copiée/collée de celle de l'AMF et que vous reprenez *in extenso*. Et nous avons pris connaissance de cette motion avec beaucoup de plaisir.

M. FORCADA : Je n'en doute pas.

M. PÉNAVAIRE : Non pas qu'elle ne soit pas discutée sur certains aspects – j'y reviendrai dans mon propos, mais bien parce que quand nous avons proposé le 26 octobre, comme vous

l'avez dit vous-même, une motion adressée à Monsieur le président de la République, à Madame le Premier ministre, motion au contenu somme toute assez similaire à celle que vous présentez ce soir. Vous nous avez déclaré – je cite le compte rendu : « Je vous indique que la connotation donnée à cette démarche ne correspond pas à la logique souhaitée par l'équipe municipale. Le Conseil municipal est là pour gérer les affaires municipales, pas pour servir de chambre d'écho à une démarche politique qui s'inscrit qui plus est, en une logique de combat contre la politique du gouvernement impulsée par le président de la République. »

Cette motion a été rejetée par 28 voix contre et 8 voix pour. Je me permets de citer ceux qui ont voté pour : moi-même, Monsieur Thierry DENARD, Madame Françoise BAROUSSE et Madame Sophie COURRIERE-CALMON, Madame Béatrice ARNAUD, du groupe « Expérience et Progrès » et Monsieur Bernard FUMET, Sylvie FUMET et Madame Sophie BIRKENER du groupe « Lézignanais de cœur ».

Nous avons d'ailleurs persévéré ensuite, puisque nous avons demandé publiquement dans une interview au journal local que vous reveniez sur votre refus de voter cette motion, considérant que cette posture allait affaiblir le combat des élus à la population pour la défense du pouvoir d'achat, la défense service public pour que s'accomplissent des réalisations municipales. D'ailleurs, le Conseil municipal témoigne du besoin que les municipalités aient des moyens pour la survie des artisans, des commerçants et des industriels. C'est cette proximité, ce bien-vivre ensemble dont les collectivités locales sont un des piliers principaux.

Et c'est aussi ce que nous voulions écrire dans l'entrefilet réservé à notre groupe dans la lettre du Maire, qui est parue récemment et que – je le dis très tranquillement, vous vous êtes ingénié à nous empêcher de sortir. Soit dit en passant, le commentaire paru à la place réservée à notre expression publique est non seulement une contre-vérité, mais en plus un mauvais coup politique contre l'expression des droits de la minorité municipale dont Monsieur le Maire vous êtes le garant.

Donc nous vous félicitons d'avoir proposé, cette motion. Finalement, après l'épisode tragique de l'interprétation fautive du règlement intérieur, vous avez une nouvelle fois rectifié le tir, et nous nous en félicitons. Il est clair que cette question du coût des énergies et des matières premières impacte tellement le pouvoir d'achat et tous les équilibres de notre société, que votre posture apolitique de défenseur de la politique du gouvernement était devenue intenable. Bon, ceci dit, il me semble qu'il faut en premier lieu féliciter et mettre à l'honneur les conseillers municipaux que j'ai cités et qui ont eu la sagesse de voter la motion du 26 septembre 2022.

Concernant la motion elle-même, je ne vais pas revenir sur son contenu, sauf à faire quelques remarques et une proposition. Tout d'abord sur les mesures soi-disant positives prises par le gouvernement, si elles étaient positives, il n'y aurait pas eu cette motion. Je vous fais remarquer que justement ce sont ces mesures qui sont insuffisantes et l'objet même de la motion que vous présentez.

Ensuite, sur la question du prix des énergies, nous disions dans notre motion, c'est quand même une différence, qu'il fallait à terme sortir le gaz et l'électricité du marché et fixer les prix en fonction de la réalité des coûts de production par EDF. Je vous le dis comme une évidence, nous ne pourrions pas nous tenir indéfiniment à distance de cette question. Il en va de l'intérêt supérieur de nos concitoyens, de nos entreprises et de nos services publics. Nourrir la spéculation avec notre argent et avec celui du contribuable n'est pas une bonne politique.

La dernière remarque que je voudrais faire, c'est que les seuls destinataires de cette motion devraient être le président de la République, sa Première ministre et le Préfet, le représentant local. Les parlementaires, s'ils le veulent, ont toute possibilité de s'en saisir.

Donc la proposition que nous faisons, c'est de remplacer simplement la dernière phrase de la motion par la phrase suivante : « la présente délibération sera transmise au Préfet, à Monsieur le

Président de la République et à Madame la Première ministre. Et je vous demande de mettre aux voix cette modification.

M. FORCADA : Ce que je vous présente, c'est la motion qui émane de l'ensemble des maires de France, pas d'un parti politique. Donc, je vous sou mets cette motion, vous la votez ou pas. C'est votre responsabilité.

Donc, je vais la passer au vote. Je ne changerai pas cette motion.

M. PÉNAVAIRE : Vous prenez votre responsabilité, c'est parfait.

M. FORCADA : Bien sûr.

M. PÉNAVAIRE : Deux choses. Premièrement, nous allons voter cette motion parce que nous allons au bout de nos convictions et nous le votons. Mais la deuxième chose, je pense que nous avons un groupe qui s'appelle « Expérience et Progrès », il y a également un autre groupe qui s'est associé « Léznagnanais de cœur ». Et parler comme vous parlez, c'est les insulter tous.

M. FORCADA : C'est une sensibilité qui dépasse certainement l'entendement, et qui n'est pas du tout adaptée, Monsieur PÉNAVAIRE. Ce n'est pas parce que je ne vais pas dans votre sens que je ne vous respecte pas.

Dont acte, et je passe au vote. Qui est contre cette motion et qui s'abstient ? Donc je vous remercie. C'est voté à l'unanimité.

Ce Conseil municipal étant terminé, je lève la séance. Je vous remercie.

J'invite bien sûr tous les conseillers à un instant amical auquel vous avez été conviés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 42.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 8 décembre 2022.

Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité sans observation

Procès-verbal établi et clos le 25 janvier 2023.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance
Béregère LÉCÉA



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230124-2023-001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/01/2023

Publication : 25/01/2023

